

## Les répertoires des procès verbaux de la police parisienne

Emmanuelle Cronier (8 octobre 2013)

### La source et ses contraintes :

Les répertoires analytiques des procès-verbaux des commissariats parisiens, communément appelés "mains courantes", correspondent aux registres qui recensent et analysent toutes les affaires administratives ou judiciaires traitées dans un commissariat, et dont les caractéristiques ont été étudiées en détail pour l'année 1900 par Jean-Claude Farcy à partir de l'exemple de trois commissariats<sup>1</sup>. Pour éviter des lourdeurs dans l'ouvrage, cette source est le plus souvent désignée par le terme de « registres des commissariats » ou « de la police ».

On trouve dans ces registres les faits susceptibles de passer en justice et ceux qui ont donné lieu à une enquête, autrement dit les plus graves. Tout ce qui relève de l'infrajudiciaire nous échappe, et si l'on ajoute le "chiffre noir" de la criminalité, on peut estimer que cette source minore très largement nombre d'infractions qui y apparaissent<sup>2</sup>. Lorsqu'on l'utilise afin de percevoir des phénomènes sociaux qui dépassent le cadre de la délinquance, comme c'était la perspective choisie pour l'étude des permissionnaires, la distorsion naturelle de la source est amplifiée et on peut considérer que la source ne livre que l'écume de la vie sociale parisienne. Il est ainsi impossible d'évaluer la représentativité de la source dans maintes affaires, comme par exemple la prostitution, la désertion, la mendicité, la violence ou l'ivresse. Cette remarque est illustrée de manière exemplaire par les affaires d'ivresse ou de prostitution. Les filles soumises en règle qui ne racolent pas sont absentes des registres, où seules les insoumises apparaissent. De même, on ne saurait avoir une vision juste de l'addiction à l'alcool des permissionnaires à partir de cette seule source : bien souvent, les hommes ne sont pas poursuivis pour ce seul fait, mais l'affaire doit être compliquée par du tapage ou des violences pour donner lieu à un compte-rendu.

Les traces que l'on saisit à travers les "mains courantes" sont filtrées par l'écriture policière ou le discours des protagonistes, mais la masse des cas permet d'accéder à certains aspects de la vie sociale encore mal documentés. La source ne peut cependant pas rendre compte de toute la subtilité des relations interpersonnelles, tels que les jugements intériorisés, les pensées ou les motivations - mais l'historien y a-t-il jamais accès ? -. Elle permet cependant de brosser à grands traits les tendances pendant une période donnée, en particulier à travers les discours tenus à la police ou les paroles rapportées qui figurent dans les registres. D'autre part, la source saisit un moment de la vie des individus qui ne dit rien de leur passé et bien peu de leur futur, lorsque les agents ont pris la peine de noter les conséquences judiciaires des faits pour lesquels, suspect, témoin ou victime, un individu apparaît dans un registre. En particulier, les intentions et les motivations des individus ne nous apparaissent qu'à travers ce qu'ils veulent bien en dire à la police lorsque celle-ci les interroge, ce qui donne la mesure des déformations induites par la source. De même, les conséquences sociales de l'affaire, à l'échelle d'une famille ou à celle du groupe combattant restent obscures, alors qu'on aimerait souvent en savoir plus. On se prend souvent à souhaiter pouvoir recouper les données des mains courantes avec celles des registres matricules du recrutement, des livrets individuels s'ils avaient été conservés, de la justice militaire, avec celles des morts de la guerre, ou encore avec les données démographiques concernant les Parisiens entre 1914 et 1918, par exemple les registres des mariages.

---

<sup>1</sup> J.-C. Farcy, "Archives policières : les répertoires de procès-verbaux des commissariats parisiens", *Recherches contemporaines*, 1998-1999, n°5 p. 5-44. Voir aussi l'usage descriptif, et disons-le, dépourvu de toute rigueur, que fait Pierre Miquel de cette source dans *La Main courante. Les archives indiscrettes de la police parisienne. 1900-1945*, Albin Michel, 1997.

<sup>2</sup> B. Garnot, *L'infrajudiciaire du Moyen Age à l'époque contemporaine*, PU de Dijon, 1996.

Un autre problème posé par cette source est l'absence de normalisation des informations que l'on y trouve, même pour des affaires semblables. Tous les répertoires sont construits selon une structure identique, qui fait apparaître la date de l'affaire, le numéro d'ordre de celle-ci, des données sur l'identité des protagonistes (suspects, victimes, témoins), et enfin un résumé succinct, parfois complété *a posteriori* par le résultat d'un jugement. Dans le détail cependant, tous les commissariats, - et au sein d'un commissariat, tous les agents -, ne mettent pas le même zèle à compléter les registres. Les affaires de désertion sont en moyenne mieux renseignées que celles qui concernent des permissionnaires, avec 58 % de données présentes contre 48 %, ce qui s'explique sans doute par les enjeux judiciaires de ce délit militaire.

D'une manière générale, l'absence de norme dans la tenue des registres nous oblige à construire notre propre système de références, tant pour les données concernant l'identité civile et militaire, que pour celles concernant l'affaire elle-même. Cela n'est pas sans conséquence sur le traitement statistique des données, puisque certains champs, systématiquement renseignés dans certains quartiers, ne le sont plus dans d'autres. Une telle hétérogénéité a notamment empêché de travailler sur les professions des permissionnaires, et enlevé toute pertinence à un questionnement socio-économique de la source.

### **Les permissionnaires dans les répertoires des procès-verbaux des commissariats parisiens**

La première condition de la saisie réside dans le repérage des permissionnaires du front dans les répertoires des "mains courantes". Lorsque les agents font référence de manière positive au titre de congé, on ne peut douter de la situation militaire de l'individu. Des mentions telles que "titre annexé", "en permission" ou "permission échue le..." l'indiquent. A l'inverse, lorsque les agents se contentent de noter l'absence du titre de congé, la situation est plus ambiguë, car on ne sait alors si l'individu a effectivement bénéficié d'une permission : il peut aussi être venu du front à Paris "sans permission", les agents poussant alors souvent l'interrogatoire pour établir d'emblée les conditions d'un délit qui vaut passage en Conseil de guerre. D'une manière générale, tous les cas douteux ont été éliminés. Cette règle a aussi valu pour tous les hommes qui faisaient visiblement partie d'unités mobilisées dans la zone de l'Intérieur, comme ceux du "Service du parc auto", du "6<sup>e</sup> Génie du Mont Valérien", ou ceux indiqués comme "casernés" dans la capitale ou en banlieue. Il arrive que les agents ne décrivent pas l'individu autrement que comme un "soldat" ou un "militaire", qui peut alors être mobilisé indifféremment à l'arrière ou au front, dans la mesure où l'on ignore ce que les agents de police entendent par ces termes. Les cas les plus douteux ont été éliminés, mais les autres ont été conservés en fonction des éléments militaires apparaissant dans l'affaire : par défaut, tous les individus simplement qualifiés de "soldat" ont été pris.

Les "convalescents" ont été exclus, car la police ne distingue pas clairement les hommes en congé de convalescence, ceux en permission de convalescence, ceux en traitement dans les hôpitaux parisiens bénéficiant de permissions de sortie quotidiennes et les convalescents en instance de réforme. Le doute pesant sur leur situation militaire dénaturait les problématiques déterminées pour les permissionnaires. Certains passaient d'ailleurs leur convalescence dans un lieu médicalisé, et la permission qui suivait dans leur famille ou chez eux.

L'incertitude règne aussi dans le cas de tous ceux qui sont considérés comme suspects dans une affaire, sans que les témoins, les victimes ou la police, puissent indiquer leur identité ou leur statut militaire autrement qu'à travers la description d'un uniforme (régiment, décorations), ou le récit de conversations avec un homme qui a pu dire qu'il était permissionnaire sans justifier de son identité, par exemple lors d'une inscription à l'hôtel. Tous ces cas ont été intégrés, car il était impensable de se priver de ces affaires qui

indiquent parfois des comportements de clandestinité, tel "l'abandon d'effets militaires" par de supposés déserteurs.

Les militaires étrangers sont nombreux à séjourner dans la capitale sans toujours être combattants : de nombreux services de l'arrière des armées alliées sont installés à Paris et la grande variété des affectations militaires ne permet pas toujours de les distinguer facilement des permissionnaires. Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements sont ainsi fréquentés par de nombreux soldats britanniques et américains tout au long de la guerre. Si les permissionnaires américains sont faciles à distinguer par la date de l'affaire, ce n'est pas le cas des Britanniques. Les affaires les moins détaillées des registres de ces quartiers, comme le "racolage de militaire", laissent donc un doute sur le statut réel du militaire. Tous les individus dont on ne pouvait savoir avec certitude qu'ils étaient mobilisés à l'arrière ont été pris. En effet, les quartiers de séjour des permissionnaires étrangers sont aussi ceux où sont installés les administrations nationales, les oeuvres de guerre et les hôtels spécialisés dans leur accueil. Dans ces conditions, le nombre de permissionnaires étrangers par rapport au total des permissionnaires est sans doute surévalué dans la base de données.

### **Méthodologie**

Les répertoires analytiques des 101 quartiers de Paris et du département de la Seine ont été intégralement dépouillés pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1915 à la fin de l'année 1918, même si les données prises en compte dans la base de données s'arrêtent au 11 novembre 1918. Les commissariats des quartiers 49 (Salpêtrière) et 52 (Croulebarbe) ainsi que ceux des quartiers 54 (Santé) et 55 (Petit-Montrouge) ont fusionné en 1882 et font donc l'objet pendant la guerre de registres communs : il y a donc **78 commissariats parisiens** et **23 commissariats de banlieue**.

En raison du grand nombre d'affaires concernant des permissionnaires dans ces 200 registres, il a été nécessaire de procéder par sondage dans certains quartiers : un cas sur deux ou un cas sur trois pour les plus commissariats traitant le plus d'affaires pendant la guerre. L'importance relative de chaque commissariat a été rétablie par péréquation aléatoire une fois le dépouillement achevé. Le décompte des cas n'a donc de sens que par rapport à la base de données finale, et ne correspond pas exactement à ce qu'on trouverait en saisissant l'intégralité des affaires.

Malgré tout, pour préserver les relations entre les variables, l'analyse quantitative se fonde toujours sur le nombre exact de cas figurant dans la base de données. Etant donné la nature de la source, qui n'est ni exhaustive ni représentative des phénomènes sociaux pour la description desquels on l'a utilisée, tout raisonnement se fondant sur des données absolues qui ne prendrait pas en compte les effets de source serait d'ailleurs disqualifié. C'est pourquoi les raisonnements à partir des valeurs relatives ont été privilégiés.

### **Bilan du dépouillement :**

	<b>Permissionnaires</b>	<b>Retardataires</b>	<b>Total</b>
Nombre de cas issus du dépouillement (sondage)	2757	2695	5452
Nombre de cas total (péréquation)	<b>6294</b>	<b>5793</b>	<b>12087</b>

Les possibilités d'exploitation quantitative des données recueillies dans les "mains courantes" se sont révélées très en deçà de ce qui avait été initialement prévu. Nombre d'informations intégrées à l'origine dans la base de données sont inutilisables dans une perspective quantitative, en raison des pratiques très

hétérogènes des commissariats. En particulier, les perspectives prosopographiques sont réduites dans le cadre d'une utilisation exclusive de cette source. Les nombreuses lacunes des informations concernant l'identité civile et militaire des individus limitent les perspectives quantitatives fines portant par exemple sur le passé militaire du combattant ou sa situation socio-économique passée ou présente (situation matrimoniale, nombre d'enfants, métier notamment). Néanmoins, l'abondance de données concernant les situations sociales permet des recoupements statistiques rigoureux et intéressants. Les études quantitatives fondées sur les champs les mieux renseignés, comme l'âge, l'arme, la nationalité, le grade, la compagnie ou le type d'affaires impliquant un permissionnaire ouvrent déjà de nombreuses perspectives.

On peut enfin souligner que les champs dont le taux de lacunes est important restent intéressants dans une perspective qualitative, puisque leurs informations viennent compléter le résumé de l'affaire et permettent des études de cas plus complètes. Elles sont aussi utiles dans le cadre d'une analyse portant spécifiquement sur un quartier bien renseigné ou dans un objectif prosopographique plus large qui envisagerait de les recouper avec d'autres informations militaires ou démographiques notamment.

Un des problèmes majeurs de l'utilisation statistique des répertoires analytiques a été l'existence de lacunes chronologiques qui aboutissent à minorer certains phénomènes dans les quartiers lacunaires et à les exagérer dans les quartiers complets pendant toute la période. Les lacunes croissent de manière quasi-constante de 1915 à 1918, ce qui conduit à une sous-estimation croissante des phénomènes au fil de la guerre lorsque tous les quartiers sont pris en compte dans l'analyse. Il a été considéré que les lacunes de ces quartiers ne disqualifiaient pas les analyses quantitatives globales menées sur l'ensemble des quartiers. En effet, la période qui va du 1<sup>er</sup> juillet 1915 au 11 novembre 1918 représente 40,5 mois de guerre, sur un total de 4090,5 mois pour les 101 quartiers de Paris et du département de la Seine. Sur ce total, 387,5 mois manquent, soit un peu plus de 9 % du total. Les 22 quartiers lacunaires représentent un peu moins d'un quart du total des quartiers, et il s'agit surtout de commissariats qui traitent peu d'affaires chaque année, comme celui des Enfants Rouges (environ 200 affaires par an), ou celui des Epinettes (environ 500). D'autre part, deux commissariats ont été considérés comme lacunaires alors qu'il ne manque qu'une quinzaine de jours à chacun pendant toute la période, celui de Saint-Lambert (CB57) et celui de Saint-Denis Sud (CB92). Prendre les quartiers lacunaires en compte dans des analyses qui doivent de toute façon rester prudentes en raison de la nature de la source, ne semble donc affecter de manière marginale le raisonnement.

En pratique, lors des analyses chronologiques, seuls les quartiers complets de juillet 1915 à novembre 1918 ont été utilisés, puisqu'on ne pouvait corriger les lacunes chronologiques des quartiers incomplets. On peut estimer que les évolutions qui se dessinent à la faveur de leur étude sont fondées dans leurs grandes lignes, et dans tous les cas, l'analyse chronologique n'a pas été détaillée au point de perdre tout sens. Pour éviter d'amplifier les problèmes d'interprétation liés à la représentativité des données, l'analyse chronologique n'a jamais été couplée à une analyse spatiale des phénomènes.

## **Traitement statistiques des données concernant les permissionnaires**

### **Types d'affaires impliquant des permissionnaires**

Il n'y a pas nécessairement de relation de cause à effet entre le type d'affaire et les circonstances qui mènent un permissionnaire dans un registre. Par exemple, un individu dont la situation militaire est suspecte figurera comme "suspect". Mais l'affaire peut aussi faire apparaître que sa femme l'a quitté. Dans ce cas, il est aussi enregistré dans la abse pour une affaire de "couple". De même, on peut être victime

d'escroquerie et ivre. Dans le cas d'une analyse statistique portant spécifiquement sur un type d'affaire, c'est la situation réelle de l'individu pour ce type d'affaire qui a été prise en compte. Dans le tableau ci-dessous, la part de chaque type d'affaires est donc établie par rapport au nombre d'affaires impliquant un permissionnaire, toutes circonstances confondues : l'individu peut être suspect, victime ou témoin. Le pourcentage total est supérieur à 100 car un individu peut être impliqué dans plusieurs types d'affaires.

	<b>nombre de cas</b>	<b>% du total (6294)</b>
Situation militaire	234	3,7
Escroquerie	2206	35
Vente illicite	68	1,1
Mendicité	57	0,9
Contravention	186	3
Mœurs	147	2,3
Famille	145	2,3
Couple	313	6,6
Prostitution	963	15,3
Santé	1020	16,2
Drogue	12	0,2
Insultes	563	8,9
Violence	1391	22,1
Ivresse	615	9,8
Tapage	314	5
Vagabondage	12	0,2
Port d'armes	292	4,6
Affaires politiques	157	2,5
Divers	146	2,3
Total colonne	7876	142,2 % (de 6294)

Circonstances de la présence des permissionnaires dans les registres :

	<b>Nombre de cas</b>		<b>% du total</b>	
		Total suspects		% de suspects
Arrêté	865	2475	13,7	39,2
Accusé	1381		21,9	
Dénoncé	217		3,4	
S'est rendu	12		0,2	
		Total victimes		% de victimes
Plainte de sa part	1008	1755	16	27,9
Vicime	747		11,9	
		Total témoins		% de témoins
Témoin	1642	2064	26,1	32,8
Déclaration	419		6,7	
Inconnu	3		0	
<b>Total</b>	<b>6294</b>	<b>6294</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

**Les relations de voisinage :**

(Permissionnaires en retard inclus)

<b>Types de relations</b>	<b>Nombre de cas</b>	<b>% du total</b>
Solidarités	73	51 %
Tensions	53	37 %
Neutre ou inconnues	17	12 %
<b>Total</b>	<b>143</b>	<b>100 %</b>

## Les relations de couple :

Nombre total des affaires de couple : 417

- Modalités des relations :

	Nombre de cas	% du total
Eclatement des couples pendant la guerre	209	50,1 %
En couple	168	40,3 %
Séparés avant guerre	16	3,8 %
Pas encore ensemble	8	1,9 %
Inconnues et divers	16	3,8 %
<b>Total</b>	<b>417</b>	<b>100 %</b>

- Permissionnaire quitté par sa femme.

### Contexte

	Nombre d'affaires	% du total
Infidélité avérée de la femme	81	48,2 %
Femme ayant quitté le domicile commun, ne veut plus vivre avec, ou cause inconnue	61	36,3 %
Souçons du mari	26	15,5 %
<b>Total</b>	<b>168</b>	<b>100 %</b>

### Attitude du permissionnaire trompé :

	Nombre d'affaires	% du total
Altercation physique, meurtre	60	36 %
Querelle, menaces	9	5 %
Autres situations	99	59 %
<b>Total</b>	<b>168</b>	<b>100 %</b>

## La compagnie des permissionnaires

- Répartition des affaires :

	Nombre de cas	% du total
Accompagné	4195	66,7 %
Seul	1454	23,1 %
Inconnu	645	10,2 %
<b>Total</b>	<b>6294</b>	<b>100 %</b>

- Nature de la compagnie des permissionnaires dans les mains courantes

Nature de leur compagnie	Nombre de cas	% des permissionnaires accompagnés <sup>3</sup>
Femme	2098	50 %
Militaire	1777	42,4 %
Civil masculin	1367	32,6 %
Personne de qualité inconnue	134	3,2 %
Enfant	66	1,6 %
<b>Total</b>	<b>5442</b>	<b>129,8 %</b>

<sup>3</sup> Le total est supérieur à 100 % car les permissionnaires peuvent être accompagnés de plus d'une personne.

## Les permissionnaires et les civils masculins

Nombre d'affaires témoignant de ces relations : 1080

- Type de relations

	Civil en bonne relation avec un permissionnaire : compagnons, camarades, complices, associés	Civil soutenant un permissionnaire inconnu	Conflit ou agressivité d'un civil envers un permissionnaire	Civil profitant de la confiance d'un permissionnaire : entôlage, abus de confiance, vol	Total
Nombre de cas	776	18	175	111	1 080
% du total	71,8 %	1,7 %	16,2 %	10,3 %	100 %

- Affaires de mendicité

Nombre d'affaires où le permissionnaire est accusé de mendicité : 82

Dont

- Permissionnaire : 43
- Déserteur : 39

- Insultes et outrages à civils perpétrés par des permissionnaires

Nombre d'affaires : 303

Qualité de la victime	Nombre de cas	% du total
Agent de police seulement	212	70 %
Agent de police + autre civil	8	2,6 %
Civil	44	14,5 %
Militaire	27	8,9 %
Qualité inconnue	12	4 %
Total	303	100 %

- Violence envers des non-combattants (masculins)

Nombre de cas de violence : 112, dont 83 pour lesquels le statut de la victime est connu

Qualité du civil	Nombre de cas	% du total
Employé des transports parisiens	36	43
Ouvrier	17	20
Jeune civil	15	18
Civil âgé	2	2
Mobilisé non combattant	11	13
Réformé	2	2
Total	83	100 %

## Les permissionnaires et les femmes

Nombre d'affaires faisant état d'une relation entre un permissionnaire et une femme : 1231 (affaires de prostitution exclues)

- Nature de leurs relations :

	Nombre de cas	% du total
Bonnes relations	712	57,8 %
Relations conflictuelles	494	40,1 %
Témoign sans parti	25	2,1 %
Total	1 231	100 %

## Les permissionnaires face à l'autorité :

Violence envers les agents de police

Type de violence	Nombre de cas	% du total
Rébellion, résistance	43	20,8 %
Menaces et tentatives de coups	22	10,6 %
Coups, morsures	135	65,2 %
Tir de coups de feu en leur présence	3	1,4 %
Tentative de meurtre	4	1,9 %
<b>Total</b>	<b>207</b>	<b>100 %</b>

## Affaires de violence impliquant des permissionnaires

Nombre d'affaires où le permissionnaire est suspect de violences : 873

- Qualité des victimes

Les victimes peuvent être de qualité différente, ce qui explique que le total soit supérieur à 873. Pour chaque affaire, les victimes de qualité différentes sont comptées une seule fois par qualité.

Qualité	nombre de cas	% du total
Civil	234	26
Agent de police	207	23
femme	165	18
amant de sa femme	19	2
étranger	49	5
serveur	3	0

employé des transports	64	7
Débitant, hôtelier	67	7
soldat (dont mobilisés à l'intérieur)	80	9
gradé	8	1
enfant	2	0
inconnu	7	1
<b>Total</b>	<b>905</b>	<b>100</b>

- Modalités de l'exercice de la violence

Plusieurs types de violence peuvent apparaître dans une même affaire, ce qui explique que le total soit supérieur au nombre d'affaires de violence.

modalités	Nombre de cas	% du total
Coups	715	81
Menaces, tentative	121	14
Usage d'objets	41	5
Accident	1	-
Intimidation	1	-
Inconnues	4	-
Total	883	100 %

- Contexte de la violence

	Nombre de cas	% du total
Agression de la part du permissionnaire	470	54
Après un refus (de service notamment)	68	8
Réponse, défense, conflit	151	17
Interpellation par agent	173	20
inconnu	11	1
<b>Total</b>	<b>873</b>	<b>100 %</b>



### **Etat des répertoires analytiques des procès-verbaux des commissariats parisiens**

Les affaires sont désignées dans les notes sous la référence « CBNuméro de quartier.Numéro de registre » avec leur date.

**Tableau synthétique des lacunes :**

	Paris		Seine		Total lignes	
	Nombre de cas	% du total	Nombre de cas	% du total	Nombre de cas	% du total
Complets	46	59	6	26	52	51
Lacunaires	17	22	6	26	23	23
Manquants	15	19	11	48	26	26
Total	78	100	23	100	101	100

Numéro du quartier	Nom du quartier	Etat	Registres concernant la période 1 <sup>er</sup> juillet 1915 - 11 novembre 1918.	Mode de saisie dans la base de données
1	Saint-Germain l'Auxerrois	Lacunaire	R43 : 17/5/1914 - 24/1/1916 R44 : 24/1/1916 - 31/12/1917	Intégrale
2	Halles	Complet	R31 : 19/2/1915 - 12/12/1915 R32 : 7/12/1915 - 16/10/1916 R33 : 16/10/1916 - 26/6/1917 R34 : 26/6/1917 - 21/1/1918 R35 : 21/1/1918 - 30/6/1918 R36 : 29/6/1918 - 10/3/1919	Intégrale
3	Palais-Royal	Lacunaire	R44 : 16/5/1917 - 20/2/1918 R45 : 20/2/1918 - 31/12/1918	Intégrale
4	Place Vendôme	Lacunaire	R37 : 24/10/1915 - 30/9/1918	Intégrale
5	Gaillon	Complet	R33 : 7/10/1913 - 23/6/1916 R34 : 24/6/1916 - 31/7/1918 R35 : 31/7/1918 - 15/9/1919	Intégrale
6	Vivienne	Manquant	Aucun registre	
7	Mail	Complet	R37 : 30/11/1916 - 11/4/1918 R38 : 1/4/1918 - 1/7/1919	Intégrale
8	Bonne-Nouvelle	Lacunaire	R48 : 8/2/1915 - 4/6/1916 R50 : 12/7/1918 - 10/11/1919	Intégrale
9	Arts-et-Métiers	Manquant	Aucun registre	
10	Enfants Rouges	Lacunaire	R27 : 29/8/1913 - 16/10/1915	Intégrale
11	Archives	Complet	R27 : 1/1/1914 - 31/7/1916 R28 : 2/8/1916 - 20/5/1919	Intégrale
12	Saint-Avoie	Complet	R32 : 7/8/1913 - 15/4/1916 R33 : 15/4/1916 - 26/4/1919	Intégrale
13	Saint-Merry	Complet	R58 : 8/9/1914 - 22/8/1915 R59 : 23/8/1915 - 2/10/1916 R60 : 2/10/1916 - 9/11/1917 R61 : 8/11/1917 - 25/1/1919	Intégrale
14	Saint-Gervais	Complet	R57 : 30/7/1914 - 11/10/1916 R58 : 13/10/1916 - 19/2/1918 R59 : 19/2/1918 - 13/5/1919	Intégrale
15	Arsenal	Complet	R42 : 11/5/1915 - 5/12/1917 R43 : 5/12/1917 - 17/2/1920	Intégrale
16	Notre-Dame	Complet	R51 : 6/1/1913 - 4/8/1915 R52 : 5/8/1915 - 31/7/1919	Intégrale
17	Saint-Victor	Lacunaire	R28 : 18/4/1914 - 20/1/1916	Intégrale
18	Jardin des Plantes	Manquant	Aucun registre	
19	Val-de-Grâce	Manquant	Aucun registre	

<b>Numéro du quartier</b>	<b>Nom du quartier</b>	<b>Etat</b>	<b>Registres concernant la période 1<sup>er</sup> juillet 1915 - 11 novembre 1918.</b>	<b>Mode de saisie dans la base de données</b>
20	Sorbonne	Lacunaire	R34 : 25/10/1915 - 16/12/1916 R35 : 18/12/1916 - 7/9/1917 R36 : 7/9/1917 - 20/11/1918	Un cas sur deux
21	Monnaie	Complet	R22 : 24/6/1914 - 28/11/1916 R23 : 29/11/1916 - 27/10/1918 R24 : 27/10/1918 - 10/8/1920	Un cas sur deux
22	Odéon	Complet	R39 : 15/7/1914 - 30/5/1916 R40 : 30/5/1916 - 16/11/1917 R41 : 16/11/1917 - 23/6/1919	Un cas sur deux
23	Notre-Dame-des-Champs	Lacunaire	R37 : 16/4/1914 - 20/2/1916 R38 : 20/2/1916 - 26/11/1917	Un cas sur deux
24	Saint-Germain-des-prés	Complet	R26 : 27/9/1913 - 26/12/1915 R26 bis : 1/1/1916 - 31/1/1919	Un cas sur deux

25	Saint-Thomas-d'Aquin	Complet	R23 : 20/3/1914 - 7/8/1915 R24 : 10/8/1915 - 22/2/1917 R25 : 23/2/1917 - 3/5/1918 R26 : 6/5/1918 - 5/7/1919	Un cas sur deux
26	Invalides	Complet	R26 : 30/4/1914 - 31/12/1916 R27 : 5/1/1917 - 7/3/1919	Intégrale
27	Ecole Militaire	Complet	R23 : 12/6/1914 - 16/1/1920	Un cas sur deux
28	Gros Caillou	Complet	R37 : 14/2/1915 - 3/1/1917 R38 : 3/1/1917 - 15/6/1918 R39 : 15/6/1918 - 19/7/1919	Un cas sur deux
29	Champs-Élysées	Complet	R48 : 17/4/1914 - 30/3/1916 R49 : 30/3/1916 - 20/10/1917 R50 : 20/10/1917 - 23/1/1919	Un cas sur deux
30	Faubourg du Roule	Complet	R42 : 8/12/1913 - 4/10/1915 R43 : 4/10/1915 - 14/12/1917 R44 : 14/12/1917 - 27/6/1919	Un cas sur deux
31	Madeleine	Lacunaire	R35 : 15/12/1913 - 12/10/1915	Intégrale
32	Europe	Complet	R27 : 14/5/1914 - 2/7/1916 R28 : 2/7/1916 - 3/1/1919	Un cas sur deux
33	Saint-Georges	Lacunaire	R31 : 11/5/1914 - 24/2/1916	Intégrale
34	Chaussée-d'Antin	Manquant	Aucun Registre	
35	Faubourg Montmartre	Manquant	Aucun Registre	
36	Rochechouart	Complet	R31 : 31/1/1914 - 27/10/1916 R32 : 27/10/1916 - 30/4/1919	Un cas sur deux
37	Saint-Vincent-de-Paul	Complet	R44 : 12/9/1914 - 10/12/1915 R45 : 10/12/1915 - 18/9/1916 R46 : 18/9/1916 - 6/4/1917 R47 : 6/4/1917 - 31/8/1917 R48 : 31/8/1917 - 12/2/1918 R49 : 12/2/1918 - 11/10/1918 R50 : 11/10/1918 - 22/7/1919	Un cas sur deux
38	Porte Saint-Denis	Complet	R38 : 9/2/1914 - 15/10/1915 R39 : 16/10/1915 - 8/10/1916 R40 : 8/10/1916 - 29/5/1917 R41 : 29/5/1917 - 23/2/1918 R42 : 23/2/1918 - 15/11/1918	Un cas sur deux
39	Porte Saint-Martin	Complet	R68 : 21/1/1915 - 11/1/1917 R69 : 11/1/1917 - 12/6/1918 R70 : 12/6/1918 - 16/5/1919	Un cas sur deux
40	Hôpital Saint-Louis	Complet	R42 : 30/3/1915 - 4/3/1917 R43 : 4/3/1917 - 23/8/1917 (pt R) R44 : 25/8/1917 - 11/10/1919	Un cas sur deux

Numéro du quartier	Nom du quartier	Etat	Registres concernant la période 1 <sup>er</sup> juillet 1915 - 11 novembre 1918.	Mode de saisie dans la base de données
41	Folie Méricourt	Complet	R39 : 17/2/1915 - 9/3/1917 R40 : 9/3/1917 - 28/2/1918 R41 : 28/2/1918 - 7/12/1918	Un cas sur deux
42	Saint-Ambroise	Complet	R36 : 28/6/1914 - 24/4/1916 R37 : 9/6/1916 - 30/5/1918 R38 : 31/5/1918 - 8/2/1919	Un cas sur deux
43	Roquette	Complet	R51 : 15/1/1915 - 7/2/1916 R52 : 7/2/1916 - 30/1/1917 R53 : 30/1/1917 - 12/2/1918 R54 : 12/2/1918 - 13/2/1919	Un cas sur deux

44	Sainte-Marguerite	Lacunaire	R12 : 25/6/1914 - 16/12/1915 R13 : 16/12/1915 - 24/12/1916 R14 : 8/2/1918 - 24/1/1919	Un cas sur deux
45	Bel Air	Complet	R5 : 19/12/1914 - 6/10/1917 R6 : 6/10/1917 - 6/9/1919	Un cas sur deux
46	Picpus	Manquant	Aucun Registre	
47	Bercy	Manquant	Aucun Registre	
48	Quinze-Vingts	Complet	R49 : 15/2/1915 - 8/5/1916 R50 : 8/5/1916 - 27/4/1917 R51 : 27/4/1917 - 12/2/1918 R52 : 12/2/1918 - 10/1/1919	Un cas sur deux
49/52	Salpêtrière et Croulebarbe	Complet	R26 : 7/5/1915 - 30/8/1916 R27 : 30/8/1916 - 6/10/1917 R28 : 6/10/1917 - 9/10/1918 R29 : 9/10/1918 - 29/9/1919	Un cas sur trois
50	Gare	Complet	R26 : 26/10/1914 - 3/5/1916 R27 : 3/5/1916 - 28/1/1918 R28 : ½/1918 - 2/7/1919	Un cas sur trois
51	Maison Blanche	Manquant		
53	Montparnasse	Lacunaire	R18 : 8/11/1913 - 10/8/1915 R19 : 10/8/1915 - 31/7/1917	Un cas sur trois
54/55	Santé et Petit Montrouge	Complet	R23 : 6/2/1914 - 6/11/1915 R24 : 6/11/1915 - 28/9/1917 R25 : 28/9/1917 - 18/7/1919	Un cas sur trois
56	Plaisance	Complet	R35 : 8/5/1915 - 28/2/1917 R36 : 27/2/1917 - 10/7/1918 R37 : 10/7/1918 - 24/9/1919	Un cas sur trois
57	Saint Lambert	Lacunaire	R38 : 6/1/1914 - 18/10/1916 R39 : 18/10/1916 - 24/9/1917 (manque les affaires de 610 à 691) 24/9 au 9/10, sans doute pages arrachées. R40 : 9/10/1917 - 31/12/1918	Un cas sur trois
58	Necker	Manquant	Aucun Registre	
59	Grenelle	Complet	R30 : 4/7/1914 - 5/12/1915 R31 : 9/12/1915 - 7/1/1917 R32 : 7/1/1917 - 27/6/1918 R33 : 27/6/1918 - 19/9/1919	Un cas sur trois
60	Javel	Complet	R24 : 20/3/1915 - 2/9/1916 R25 : 4/9/1916 - 26/2/1918	Un cas sur trois

<b>Numéro du quartier</b>	<b>Nom du quartier</b>	<b>Etat</b>	<b>Registres concernant la période 1<sup>er</sup> juillet 1915 - 11 novembre 1918.</b>	<b>Mode de saisie dans la base de données</b>
61	Auteuil	Complet	R31 : 24/7/1914 - 4/1/1917 R32 : 4/1/1917 - 24/3/1920	Un cas sur trois
62	Muette	Complet	R23 : 26/1/1914 - 25/11/1916 R24 : 26/11/1916 - 11/4/1919	Un cas sur trois
63	Porte Dauphine	Lacunaire	R12 : 1/8/1914-2/4/1917	Un cas sur trois
64	Chaillot	Complet	R29 : 2/11/1914 - 21/9/1916 R30 : 21/9/1916 - 7/2/1918 R31 : 7/2/1918 - 21/2/1919	Un cas sur trois
65	Ternes	Complet	R12 : 4/8/1913 - 24/9/1915 R13 : 24/9/1915 - 9/12/1917	Un cas sur trois
66	Plaine Monceau	Complet	R22 : 6/4/1914 - 14/2/1916 R23 : 16/2/1916 - 13/6/1918 R24 : 13/6/1918 - 5/11/1919	Un cas sur trois

67	Batignolles	Complet	R24 : 14/4/1913 - 25/1/1916 R25 : 25/1/1916 - 14/12/1917 R26 : 14/12/1917 - 21/4/1919	Un cas sur trois
68	Epinettes	Lacunaire	R11 : 2/2/1915 - 19/6/1917	Un cas sur trois
69	Grandes Carrières	Complet	R32 : 19/4/1914 - 11/11/1916 R33 : 11/11/1916 - 29/3/1918 R34 : 17/9/1919 - 13/3/1920	Un cas sur trois
70	Clignancourt	Complet	R61 : 10/7/1914 - 21/8/1915 R62 : 19/8/1915 - 27/6/1916 R63 : 27/6/1916 - 9/3/1917 R64 : 9/3/1917 - 27/9/1917 R65 : 27/9/1917 - ¼/1918 R66 : ¼/1918 - 17/10/1918 R67 : 17/10/1918 - 11/3/1919	Un cas sur trois
71	Goutte d'Or	Manquant	Aucun Registre	
72	La Chapelle	Manquant	Aucun Registre	
73	La Villette	Manquant	Aucun Registre	
74	Pont de Flandre	Manquant	Aucun Registre	
75	Amérique	Complet	R14 : 26/2/14 - 14/1/19	Un cas sur trois
76	Combat	Lacunaire	R50 : 8/3/14 - 24/7/15 R51 : 24/7/15 - 21/7/16 R52 : 20/7/16 - 2/3/17 R53 : 2/3/17 - 26/10/17 R54 : 11/4/18 - 21/10/18 R55 : 21/10/18 - 19/7/19	Un cas sur trois
77	Belleville	Complet	R26 : 2/12/13 - 17/1/16 R27 : 17/1/16 - 20/2/17 R28 : 20/2/17 - 22/2/18 R29 : 22/2/18 - 25/5/19	Un cas sur trois
78	Saint-Fargeau	Manquant	Aucun Registre	
79	Père-Lachaise	Complet	R34 : 28/5/15 - 6/9/16 R35 : 6/9/16 - 18/1/18 R36 : 30/1/19 - 7/5/20	Un cas sur trois

<b>Numéro du quartier</b>	<b>Nom du quartier</b>	<b>Etat</b>	<b>Registres concernant la période 1<sup>er</sup> juillet 1915 - 11 novembre 1918.</b>	<b>Modes de saisie dans la base de données</b>
80	Charonne	Lacunaire	R31 : 20/5/14 - 20/11/15 R32 : 20/11/15 - 18/10/17	Un cas sur trois
81	Asnières	Manquant	Aucun Registre	
82	Aubervilliers	Lacunaire	R14 : 1/6/15 - 16/8/16 R15 : 16/8/16 - 11/10/17	Un cas sur trois
83	Boulogne	Manquant	Aucun Registre	
84	Clichy	Complet	R19 : 2/5/1914 - 19/7/1916 R20 : 20/7/1916 - 29/11/1917 R21 : 11/12/1917 - 21/8/18 R22 : 29/11/1917 - 23/4/1918 R23 : 12/6/1918 - 4/3/1919	
85	Courbevoie	Manquant	Aucun Registre	
86	Levallois-Perret	Manquant	Aucun Registre	
87	Les Lilas	Manquant	Aucun Registre	
88	Neuilly	Manquant	Aucun Registre	
89	Pantin	Lacunaire	R48 : 1/10/1914 - 21/10/1915 R49 : 1/1/1917 - 11/12/1917 R50 : 11/11/1917 25/11/1918	

90	Puteaux	Lacunaire	R21 : 21/3/1915 - 20/11/1915 R22 : 25/11/1915 - 15/6/1916 R23 : 4/6/1916 - 18/1/1917 R24 : 18/1/1917 - 13/7/1917 R 25 : 28/11/1917 - 10/4/1918 R 26 : 9/8/1918 - 13/1/1919	
91	Saint-Denis Nord	Complet	R20 : 13/2/1915 - 8/11/1915 R21 : 8/11/1915 - 13/12/1916 R22 : 13/12/1916 - 4/11/1917 R23 : 4/11/1917 - 14/7/1918 R24 : 14/7/1918 - 13/1/1919	Un cas sur trois
92	Saint-Denis Sud	Lacunaire	R11 : 23/6/1914 - 27/9/1915 R12 : 17/9/1915 - 4/7/1916 (pages manquent de aff. 701 à 888) R13 : 20/7/1916 - 17/4/1917 R14 : 17/4/1917 - 26/3/1918 R15 : 26/3/1918 - 28/3/1919	Un cas sur trois
93	Saint-Ouen	Manquant	Aucun Registre	
94	Charenton-le-Pont	Manquant	Aucun Registre	
95	Choisy-le-Roi	Lacunaire	R26 : 8/8/1914 - 13/7/1916	Un cas sur trois
96	Gentilly	Complet	R25 : 21/4/1914 - 15/12/15 R26 : 16/12/1915 - 27/12/1917 R27 : 28/12/1917 - 19/3/1919	Un cas sur trois

<b>Numéro du quartier</b>	<b>Nom du quartier</b>	<b>Etat</b>	<b>Registres concernant la période 1<sup>er</sup> juillet 1915 - 11 novembre 1918.</b>	<b>Modes de saisie dans la base de données</b>
97	Ivry-sur-Seine	Complet	R19 : 12/6/1914 - 23/8/1915 R20 : 23/8/1915 - 5/10/1916 R21 : 5/10/1916 - 8/8/1917 R22 : 8/8/1917 - 22/5/1918 R23 : 4/6/1918 - 27/3/1919	Un cas sur trois
98	Joinville-le-Pont et Saint-Maur	Manquant	Aucun Registre	
99	Montreuil	Manquant	Aucun Registre	
100	Montrouge	Complet	R14 - 2/1/1914 - 29/3/1916 R15 : 2/4/1916 - 15/7/1918	Un cas sur trois
101	Sceaux	Manquant	Aucun Registre	
102	Vanves	Lacunaire	R10 : 12/3/1917 - 13/2/1918 R11 : 14/2/1918 - 1/7/1919	Un cas sur trois
103	Vincennes	Complet	R39 : 14/6/1915 - 6/4/1916 R40 : 6/4/1916 - 20/12/1916 R41 : 20/12/1916 - 11/9/1917 R42 : 11/9/1917 - 12/6/1918 R43 : 12/6/1918 - 19/2/1919	Un cas sur trois

## Structure de la base de données

Toutes les "zones de texte" sont des champs libres dont le contenu a été saisi intégralement.

Numéro du champ	Nom du champ	Nature du champ	Contenu du champ
1	Clé primaire	Numérotation automatique des affaires	Numérotation automatique des affaires
2	Commissariat	Numéro du quartier	Numéro du quartier
3	Affaire	Zone de texte ; nombre	Numéro de l'affaire dans le répertoire des P-V du commissariat
4	Date	Date	Date de l'affaire
5	Nom	Zone de texte	Nom, prénom du permissionnaire Champ vide : inconnu
6	Age	Nombre	Age au moment de l'affaire 0 = inconnu
7	Lieu de naissance	Nombre	75 : Paris 0 : inconnu 100 : outremer français 101 : colonies françaises 102 : Belgique 103 : Grande-Bretagne 104 : Etats-Unis 105 : Italie 106 : Canada 107 : Smyrne 108 : Serbie 109 : Portugal 110 : Australie 111 : Argentine 112 : Luxembourg 113 : Suisse 114 : Russie 115 : Grèce 116 : Allemagne 117 : Espagne 118 : Pays-Bas 119 : Uruguay 120 : Roumanie 121 : Espagne 122 : Pologne 124 : Arménie 125 : Norvège 127 : Mexique 128 : Egypte 129 : Autriche 130 : Aubervilliers 132 : Pantin 134 : Saint-Denis 135 : Les Lilas 136 : Gentilly 137 : Ivry 138 : Montrouge 139 : Vanves 141 : Vincennes

Numéro du champ	Nom du champ	Nature du champ	Contenu du champ
8	Lieu où loge pendant sa permission	Nombre	1 à 20 : arrondissements de Paris 21 = banlieue (sans précision ou hors département de la Seine) 22 = province 30 = Aubervilliers 31 = Clichy 32 = Pantin 33 = Puteaux 34 = Saint Denis 35 = Gentilly 37 = Ivry sur Seine 38 = Montrouge 39 = Vanves 41 = Vincennes
9	Lieu de permission	Zone de liste	Chez lui Famille Œuvre de guerre Marraine Caserne Hôpital Ami Quelqu'un Maîtresse Dehors Donnée inconnue
10	Situation matrimoniale	Zone de liste	Célibataire Marié Concubin Divorcé ; séparé Veuf Donnée inconnue
11	Responsabilités paternelles	Zone de liste	Pas d'enfant Compagne enceinte 1 2 3 plus de 3 enfants Donnée inconnue
12	Métier	Zone de texte	
13	Type de congé	Zone de liste	Permission Congé exceptionnel Permission agricole Donnée inconnue
14	Durée de la permission	Nombre	Durée réelle de la permission 0 = inconnu
15	1 <sup>er</sup> jour de permission	Date	Premier jour de permission
16	Retard	Oui/non	Est-il en retard ?
17	Arme	Zone de liste	Infanterie Artillerie Cavalerie Etat-major Divers Donnée inconnue
18	Régiment	Zone de texte	
19	Fonction militaire	Zone de texte	



<b>Numéro du champ</b>	<b>Nom du champ</b>	<b>Nature du champ</b>	<b>Contenu du champ</b>
20	Nationalité	Zone de liste	Français Américain Australien Belge Britannique Canadien Italien Polonais Portugais Russe Serbe Donnée inconnue
21	Grade	Zone de liste	Soldat Petit gradé Sous-officier Officier subalterne Officier supérieur Donnée inconnue
22	Secteur postal	Nombre	Secteur postal avant permission
23	Port illégal de décorations	Oui/non	
24	Croix de guerre	Oui/non	
25	Médaille militaire	Oui/non	
26	Blessé	Oui/non	
27	Engagé volontaire	Oui/non	
28	Tenue civile	Oui/non	Porte-t-il un élément de tenue civile ?
29	Faux papiers	Oui/non	
30	Circonstances	Zone de liste	Arrêté Accusé Dénoncé S'est rendu Plainte de sa part Victime Déclaration ; enquête Témoin Donnée inconnue
31	Heure de l'affaire	Zone de liste	Matinée ]5h-12h] Journée ]12h-18h] Soirée ]18h-22h30] Nuit ]22h30-5h] Donnée inconnue
32	Cie inconnue	Oui/non	
33	Seul	Oui/non	
34	Compagnie militaire	Oui/non	
35	Compagnie civile	Oui/non	
36	Compagnie féminine	Oui/non	
37	Compagnie de prostituée	Oui/non	
38	Compagnie enfantine	Oui/non	
39	Compagnie de quelqu'un à l'identité inconnue	Oui/non	
40	Nombre compagnons	Nombre	Nombre réel 0 = 0 ou inconnu 25 : plusieurs, nombreux, foule

<b>Numéro du champ</b>	<b>Nom du champ</b>	<b>Nature du champ</b>	<b>Contenu du champ</b>
41	Situation militaire	Oui/non	
42	Escroquerie	Oui/non	
43	Vente illicite	Oui/non	
44	Mendicité	Oui/non	
45	Contravention	Oui/non	
46	Mœurs	Oui/non	
47	Affaire familiale	Oui/non	
48	Couple	Oui/non	
49	Santé	Oui/non	
50	Drogue	Oui/non	
51	Insulte	Oui/non	
52	Violence	Oui/non	
53	Ivresse	Oui/non	
54	Tapage	Oui/non	
55	Vagabondage	Oui/non	
56	Port d'armes illégal	Oui/non	
57	Affaires politiques, défaitisme	Oui/non	
58	Affaires diverses	Oui/non	
59	Nie	Zone de liste	Oui Non En partie Refus de répondre Ne se souvient de rien Absent lors de l'enquête Non concerné par le champ Donnée inconnue
60	Résumé	Mémo	
61	Soupçonné	Oui/non	
62	Pas de titre de permission	Oui/non	
63	Devrait être en route	Oui/non	
64	Devrait être ailleurs qu'à Paris en congé	Oui/non	
65	Nombre de jours de retard	Nombre	
66	Surcharge de son propre titre	Oui/non	
67	Lieu où a logé pendant son absence	Zone de liste	Chez lui Famille Chez une compagne Chez quelqu'un (identité inconnue) Chez un ami A l'hôtel Dehors, dans la rue Œuvre de guerre Donnée inconnue
68	A été recelé	Oui/non	
69	Moyens de subsistance	Zone de liste	Economies Famille Maîtresse Travail Mendicité Vol Différents moyens Donnée inconnue

<b>Numéro du champ</b>	<b>Nom du champ</b>	<b>Nature du champ</b>	<b>Contenu du champ</b>
70	Rentrait	Oui/non	
71	Avait le cafard	Oui/non	
72	Motif invoqué	Zone de texte	